

Lettre



20 Inrap⁺
+ ans!

Institut national de recherches archéologiques préventives | 06/2022 | n° 18

L'Inrap

L'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères en charge de la Culture et de la Recherche. Il assure la détection et l'étude du patrimoine archéologique en amont des travaux d'aménagement du territoire et réalise chaque année quelque 2000 diagnostics archéologiques et plus de 200 fouilles pour le compte des aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et outre-mer. Ses 2200 agents, répartis dans 8 directions régionales et interrégionales, 42 centres de recherches archéologiques et un siège à Paris, en font le plus grand opérateur de recherche archéologique européen.

Lors des Journées européennes 2021, l'Inrap était présent sur le parvis de Notre-Dame de Paris, afin de présenter les métiers de l'archéologie préventive.
© Hamid Azmoun, Inrap

Dominique Garcia, président de l'Inrap



Recherches archéologiques et transmission du savoir

Atemporels et connus de tous, les vestiges archéologiques font partie de nos paysages. Monument isolé (dolmen, inscription lapidaire, borne milliaire, sculpture...), ruine d'un bâtiment public ou privé (aqueduc, château...) ou édifice encore en usage (comme un grand nombre d'églises ou quelques édifices de spectacle antiques), ils constituent un patrimoine collectif dont la matérialité, souvent imposante, rassure et témoigne. Repères collectifs et biens communs, ils viennent illustrer notre histoire, mais leur genèse est souvent méconnue ou auréolée d'une légende. Le plus souvent, ces sites sont administrativement protégés et placés sous le regard bienveillant de tous, mais la survenue d'un drame, comme celui de l'incendie de Notre-Dame-de-Paris le 15 avril 2019, au-delà du traumatisme collectif, peut révéler une paradoxale méconnaissance de ce type de site – historique et patrimonial donc archéologique – et produire une irrémédiable perte de savoirs. Aujourd'hui, les archéologues sont au chevet de la cathédrale parisienne comme ils le sont également auprès du théâtre d'Orange ou de celui de Vienne, des arènes nîmoises ou de celles de Saintes, des remparts du Mans ou de Rennes, du Mont-Saint-Michel et de plusieurs centaines d'autres monuments historiques ou vestiges encore en élévation qui nous entourent. Même s'ils ne paraissent pas menacés par un danger immédiat, retenons qu'aucun site n'est éternel puisqu'il porte en lui sa propre histoire – qui a un début et qui aura une fin – et que leur étude et la transmission de ce savoir demeurent la meilleure conservation qui soit.

De 2002 à 2021, les agents de l'Inrap ont réalisé ou participé à près de 50000 opérations archéologiques préventives sur près de 172000 hectares, donnant lieu à 7260 publications scientifiques. Plus de 12 millions de personnes ont bénéficié de nos actions de valorisation. Ce sont là des chiffres qui permettent de mesurer l'importante œuvre collective patrimoniale, culturelle et scientifique.

Pour fêter cet anniversaire, partout en France, l'Inrap a mis en place une programmation spécifique. De nombreux événements scientifiques en font partie. À l'automne, un hors-série de notre revue Archéopages sera dédié aux 20 ans. Par ailleurs, afin d'aller à la rencontre du plus grand nombre sous toutes ses formes, une version jeune public de la galerie muséale sera mise en ligne, la circulation des expositions légères Archéocapsules, qui comptent aujourd'hui sept thématiques, s'intensifiera et de courtes vidéos « Éclats d'archéos » reviendront sur quelques-unes des découvertes remarquables que l'Inrap a mis au jour ces 20 dernières années... Enfin, pour honorer nos partenaires, avec lesquels nous co-construisons, depuis 20 ans, notre politique culturelle partout en France, nous avons choisi de soutenir 20 expositions en les labellisant « L'Inrap a 20 ans ! ». C'est donc la transmission du savoir et le partage de la connaissance qui marquent cette année anniversaire. Il était donc normal qu'en 4e page de cette Lettre la Directrice du Musée d'archéologie nationale nous donne son « Point de vue » : ce grand musée constitue un point d'aboutissement privilégié de la mise en perspective des recherches archéologiques réalisées dans notre pays.

page 2

Les temps forts du 20^e anniversaire

L'Inrap a vingt ans!

page 3

Sur le terrain

Villers-Cotterêts 2022 : un chantier hors norme pour une année d'exception

page 4

Point de vue

Rose-Marie Mousseaux, directrice du musée d'Archéologie nationale et du domaine national de Saint-Germain-en-Laye

Villers-Cotterêts 2022 : un chantier hors norme pour une année d'exception

Le château de Villers-Cotterêts deviendra en 2022, au terme d'une campagne de restauration importante pilotée par le Centre des monuments nationaux (CMN), la Cité internationale de la langue française. De même qu'à Notre-Dame de Paris, mais à l'échelle de l'ensemble du château royal, ces travaux montrent la complexité des interventions archéologiques dans un grand monument historique.

Les recherches archéologiques menées depuis 2019 au château de Villers-Cotterêts sont un exemple de coopération réussie entre différentes entités : service régional de l'archéologie, conservation régionale des monuments historiques (CRMH), unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) et architectes visant à une meilleure prise en compte de l'archéologie dans les processus de restauration et d'aménagement des Monuments historiques. Ce cadre particulier d'intervention a nécessité la mise en place d'une méthodologie unique pour suivre le chantier de restauration sur tout le logis et les bâtiments des offices et répondre aux demandes expresses des monuments historiques dans le calendrier conditionné par l'ouverture en novembre prochain de la Cité internationale.

Organisés en cinq tranches, à la demande du CMN, les travaux se déroulent selon deux types de modalités d'intervention. Soit les terrains sont libérés et les fouilles peuvent être conduites de manière classique. Tel a été le cas de la fouille dirigée par Thierry Galmiche (service de l'archéologie du département de l'Aisne), menée entre mai et août 2020 par les archéologues du département de l'Aisne et de l'Inrap dans la cour du jeu de paume du XVI^e siècle, l'arrière du château côté jardin (nord) et le jardin des dames, puis de la fouille menée par Bénédicte Guillot (Inrap), au cours de l'hiver 2020 dans la cour des Offices. Soit les interventions prennent la forme de suivi de travaux, en coactivité avec des entreprises, de manière à minimiser l'impact des recherches archéologiques sur le planning des travaux.



Vue du chantier archéologique au château de Villers-Cotterêts
© Denis Gliksman, Inrap

est et ouest actuelles, que la découverte d'une base de colonne gothique en réemploi (de 60 cm de diamètre) dans un mur du XVI^e siècle permet de dater du XII^e siècle. Les fouilles ont révélé un logis datant du XIII^e siècle et son dallage de pavés glaçurés et décorés (croix de Malte, fleurs de lys, motifs de chasse) conservé sous le pavement de carreaux en terre cuite du XVI^e siècle. Au XIV^e siècle, ce logis est

agrandi d'une aile nord, dotée d'une imposante tour carrée et d'un fossé, dans laquelle une ancienne pièce pavée a été aménagée en cuisine et notamment dotée d'un système de boucherie servant à découper sur place les animaux tués lors de chasses qui faisaient l'attrait de ce château royal. Si François I^{er} crée ex-nihilo l'aile sud qui ferme le bâtiment dans sa forme de quadrilatère actuelle et permet la construction du jeu de paume, il pose son château sur les anciennes maçonneries, conserve de grands pans de murs (jusqu'à 8 m, voire 12 m de haut) du Moyen Âge, ainsi que la plupart des tours, donnant l'impression qu'il poursuit et achève, avec les moyens qui sont ceux d'un roi de France, un agrandissement commencé aux siècles précédents.

Ainsi, les archéologues de l'Inrap ont dû suivre les entreprises et leurs sous-traitants au fur et à mesure de leurs investigations dans le sol (installations de réseaux, de galeries techniques, etc.) ou sur les murs en élévation (restauration des maçonneries) et les charpentes. En contrepartie de cette coactivité, ils ont eu accès à la totalité du château : structures enfouies, bâti existant et environnement de l'édifice, sur une surface totale de 1,8 ha (non compris les jardins). Autre bénéfice de ce chantier hors norme, les archéologues ont pu nouer un riche dialogue avec des représentants de métiers très divers, tailleurs de pierre, charpentiers, cordistes, restaurateurs, spécialistes de terrassements, de mise en sécurité du site, etc., une collaboration qui s'avère déterminante dans la conduite et le développement de ces opérations archéologiques sur les grands monuments historiques.

Si François I^{er} crée ex-nihilo l'aile sud qui ferme le bâtiment dans sa forme de quadrilatère actuelle et permet la construction du jeu de paume, il pose son château sur les anciennes maçonneries, conserve de grands pans de murs (jusqu'à 8 m, voire 12 m de haut) du Moyen Âge, ainsi que la plupart des tours, donnant l'impression qu'il poursuit et achève, avec les moyens qui sont ceux d'un roi de France, un agrandissement commencé aux siècles précédents.

Quatre châteaux en un

Les fouilles ont mis en évidence trois campagnes d'agrandissement du château jusqu'au XIV^e siècle, nuançant l'idée selon laquelle le château de François I^{er} aurait simplement succédé au château médiéval. Les maçonneries les plus anciennes, d'une largeur d'environ 1,30 m, dessinent un premier édifice déjà imposant, occupant une partie des ailes

Fouiller et restaurer

Ces fouilles exceptionnelles transforment la compréhension de l'édifice royal (y compris l'Époque moderne), tout en s'intégrant au processus de restauration. Par exemple, dans le cadre de l'étude du bâti menée par Jérémy Leclerc (Inrap), le démontage du plancher du XIX^e siècle de la chapelle royale a permis de mettre en évidence la nature du pavement au XVI^e siècle (des carreaux de terre cuite non-glaçurée), ce qui a conduit le CMN et l'architecte en charge du projet à proposer de restituer un sol pavé dans cette salle.

Journées européennes de l'archéologie 2022

La 13^e édition des Journées européennes de l'archéologie (JEA) s'est déroulée les 17, 18 et 19 juin 2022. Cet événement organisé par l'Inrap, sous l'égide du ministère de la Culture s'est ainsi tenu avec le soutien de Promogim, Bouygues Travaux Publics, Pichet, Quartus, OGIC et Demathieu Bard.

13 villages de l'archéologie en France ont accueilli tous les publics

Lyon, Mandeure, Marseille, Nice, Nîmes, Paris, Saint-Germain-en-Laye, Toulouse, dont 5 nouveaux pour cette édition 2022 Corseul, Lucciana, Mâcon, Saint Benoit-sur-Loire, et Strasbourg.

42 chantiers archéologiques, dont 20 de l'Inrap, ont ouvert leurs portes, sur tout le territoire

46 pays européens ont fêté l'archéologie!

Avec 27 pays mobilisés et sept nouveaux coordonnateurs nationaux (Albanie, Arménie, Chypre, Géorgie, Monténégro, Suède, Tchéquie), ces Journées s'implantent un peu plus chaque année dans l'espace européen.



JEA 2020 : le public découvre l'exposition, réalisée en partenariat avec l'Inrap, «Prenez soin de vous. Archéologie du soin et de la santé» au Chronographe à Rezé (Loire-Atlantique).

© Inrap

Ils soutiennent les JEA



Partager notre histoire



© DR

Rose-Marie Mousseaux

Directrice du musée d'Archéologie nationale et du domaine national de Saint-Germain-en-Laye

Rose-Marie Mousseaux est conservatrice en chef du patrimoine, spécialiste d'archéologie classique. Elle a été responsable scientifique des collections préhistoriques, protohistoriques et antiques, des réserves archéologiques de la Ville de Paris et de la crypte archéologique du Parvis Notre-Dame, puis directrice du musée Cognacq-Jay après avoir participé à la préfiguration de l'établissement public Paris Musées. En 2018, elle rejoint l'équipe du Louvre Abu Dhabi pour la période du XV^e au début du XVIII^e siècle. Depuis 2021, elle dirige le musée d'Archéologie nationale et le domaine national de Saint-Germain-en-Laye.

Indissociable de l'histoire de l'archéologie, le musée d'Archéologie nationale fut créé en 1862 par décret impérial de Napoléon III pour rassembler scientifiquement et partager les « documents » narrants l'histoire des hommes du passé. Vaste mission. La méthode archéologique demeurait encore empreinte d'une approche philologique dont elle se détachait précisément pour s'interroger sur les sociétés plus anciennes, sans écriture, et que l'on reléguait quelques années plus tôt aux temps antédiluviens avant que la collégialité savante n'élise comme sémantique fédératrice la Préhistoire.

La construction du musée national de Saint-Germain procédait d'un nouveau genre de musées, inscrivant la pratique de l'interdisciplinarité et de la complétude documentaire pour bâtir des référentiels chronologiques, caractériser des faciès culturels ou comprendre l'évolution humaine à l'échelle plus globale en recherchant des traces de comparaison sur l'ensemble des continents. Le contexte était donné par les moulages, les plans de fouilles ou les reconstitutions de machines de guerre romaine. Et le processus d'interprétation d'être restitué aux visiteurs par le recours aux mains d'artistes tels Frémiet, construisant des images populaires du Gaulois ou de l'homme de l'âge de Pierre.

Ces images, partie intégrante de notre iconothèque mentale, ont été profondément renouvelées par l'apport des opérations archéologiques menées durant les dernières décennies et plus encore depuis la loi révolutionnaire du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Cette loi présida à la naissance de l'Institut national de recherches archéologiques préventives dont nous célébrons les vingt ans en 2022. Des méthodes affinées, une interdisciplinarité



affirmée sur le terrain comme dans les études en laboratoire nous révèlent désormais une histoire tout en nuances des hommes qui ont occupé le territoire national. *La Fabrique de la France** revient sur les découvertes symboliques qui ont émaillé cette réécriture du discours historique et ouvert aux nouveaux enjeux sociétaux que l'archéologie doit contribuer à éclairer.

La collaboration naturelle entre nos deux institutions nationales s'inscrit dans ce même désir de partager avec les publics les résultats des experts qui œuvrent au déchiffrement des archives du sol. Elle se retrouve à l'intersection de réseaux académiques ou professionnels associant l'ensemble des composantes du territoire national. Du temps de la restauration et de l'exposition de mobiliers identifiés à la préparation d'événements d'envergure tels que les Journées européennes de l'archéologie ou une année 2025 sur l'âge du bronze, notre complémentarité s'inscrit dans un objectif partagé : valoriser et rendre accessible, sur les territoires ou dans le musée-domaine national, une discipline souvent rêvée, ses méthodes et l'actualisation des interprétations de l'histoire de l'humanité, cette histoire de nos ancêtres.

*Ouvrage sous la direction de Dominique Garcia, coédition Flammarion/Inrap

Journées européennes de l'archéologie au musée d'Archéologie nationale

© DR

L'Inrap a
+ 20 ans !

« Mémoire de sable » : retour sur un partenariat exemplaire avec l'Unicem

Avec le concours de l'Unicem et en partenariat avec l'Inrap et le département de Seine-et-Marne, le musée de Préhistoire d'Île-de-France à Nemours présente l'exposition « Mémoire de sable. Archéologie et carrières en Île-de-France » jusqu'au 30 décembre 2022. Emblématique des fouilles extensives menées par l'Institut qui ont entraîné un changement d'échelle du site et des méthodes d'observation, l'exposition a été labellisée « L'Inrap a 20 ans! ».



Au cours de ces vingt dernières années, le musée de Préhistoire d'Île-de-France a largement bénéficié de l'industrie des carrières, notamment dans le secteur de la Bassée et du confluent Seine-Yonne dont les fouilles préventives ont nourri le parcours permanent.

Conçue par Valérie Delattre (archéologue à l'Inrap) et Patrick Gouge (service départemental d'archéologie de Seine-et-Marne), l'exposition revient sur cette archéologie des grands espaces, qui a permis de constituer des corpus et des réflexions statistiquement étayées, dans le domaine funéraire notamment.

Inauguration de l'exposition « Mémoire de sable » en présence de Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap (à droite sur la photo).

© DR



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Contact

Eddie Aït

Délégué aux relations institutionnelles et au mécénat
121 rue d'Alésia
75014 Paris
01 40 08 81 02
06 78 78 92 09
eddie.ait@inrap.fr

Abonnez-vous à notre newsletter sur inrap.fr

Suivez-nous sur



Directeur de publication
Dominique Garcia
Comité éditorial et coordination
Laure Bromberger,
Jean Demerliac,
Bénédicte Hénon-Raoul
Conception graphique **c-album**
Imprimé sur du papier respectueux de l'environnement par l'imprimerie **Art et Caractère**
© Inrap, juin 2022
ISSN 2429-9812

Inrap
121 rue d'Alésia
CS 20007
75685 Paris cedex 14
tél. 01 40 08 80 00